

Vivacité

NOUVELLE
IMAGE

21.1 printemps 2024



DOSSIER SPÉCIAL :
**LA TRANSITION
SOCIO-ÉCOLOGIQUE**

**ESPACE
MUNI**

Qu'est-ce qu'une EIS?

Cet outil vise à anticiper
et à documenter les impacts
potentiels d'un projet sur la santé
de la population.

Elle est réalisée par la direction
régionale de santé publique (DSP),
en collaboration avec l'organisme
municipal concerné.

Pourquoi une EIS?

Faire des choix favorables à la santé
des citoyennes et des citoyens

Créer des milieux de vie plus sains,
plus équitables et plus sécuritaires pour
améliorer la qualité de vie

Favoriser une plus grande adhésion
citoyenne

DATE LIMITE
POUR SOUMETTRE
UNE PROPOSITION

**1ER
DÉCEMBRE
2024**



[ESPACEMUNI.ORG/PROGRAMMES/
COMMUNAUTES-EN-SANTE/EVALUATION-
DIMPACT-SUR-LA-SANTE](https://espacemuni.org/programmes/communautes-en-sante/evaluation-dimpact-sur-la-sante)



21.1 Printemps 2024

Le magazine *Vivacité* s'adresse aux actrices et aux acteurs municipaux cherchant des solutions, de l'accompagnement, des outils et de l'inspiration pour améliorer la qualité de vie de leurs citoyennes et citoyens dans la perspective du développement des communautés. Son lectorat inclut également un public plus large intéressé par la santé globale.

Publié deux fois par an, à l'automne et au printemps, *Vivacité* aborde des enjeux sociaux et humains. Il propose des solutions incarnées en réponse aux défis vécus dans les milieux municipaux urbains, semi-urbains et ruraux.

Tirage : 1150 exemplaires

La reproduction des textes est autorisée avec mention de la source.

Direction générale

Isabelle Lizée

Coordination de la rédaction et de la production

Andréa Ouellette-Lapointe

Conception graphique et production

Andréa Ouellette-Lapointe

Révision linguistique et correction d'épreuves

Marie-Rose Basque, rév. a., Linguitech

Impression

Numérix - imprimeur d'exception

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

1^{er} trimestre 2024

ISSN 2563-6766 (imprimé)

ISSN 2563-6774 (en ligne)

Convention de la Poste-Publications

Numéro 40886508

Politique publicitaire

Espace MUNI se réserve le droit de refuser une demande d'achat d'espaces publicitaires. La publication d'annonces publicitaires ne signifie aucunement que l'organisation se porte garante des produits ou des services annoncés.



Espace MUNI

6200, boul. Taschereau, bureau 401

Brossard (Québec) J4W 3J8

450 466-9777

info@espacemuni.org

espacemuni.org

Notre périodique est imprimé avec des encres végétales sur du papier entièrement recyclé.

4 Mot de la présidence

5 Mot de la directrice générale

Dossier spécial - la transition socio-écologique

6 L'action municipale à l'égard des objectifs de développement durable des Nations Unies

8 Sous les pavés : un mouvement citoyen prêt à libérer le sol

11 S'adapter aux changements climatiques avec la contribution de la population

12 Transition socio-écologique et intervention collective : un outil de réflexion pour les actrices et acteurs de terrain

14 Déclaration pour l'avenir de nos cœurs de villes et de villages

16 L'engagement municipal, un levier de transformation pour une transition socio-écologique !

Enfance et jeunesse

18 La Chaise des générations : un rappel des exigences municipales envers la jeunesse d'aujourd'hui et de demain

Famille

20 Les services de garde éducatifs à l'enfance, c'est aussi l'affaire des municipalités

Vieillessement actif

22 Offrir un meilleur choix de milieux de vie pour les personnes âgées

Municipalité inclusive

24 L'intégration de jeunes à besoins particuliers en camp du jour, un pas en avant pour l'inclusivité

Espace MUNI

26 Retour sur les événements d'Espace MUNI en automne 2023

Communautés en santé

28 Rôle des municipalités dans la création d'environnements favorables à la santé et à la qualité de vie citoyenne

Participation citoyenne

30 Fête du voisinage : La valeur ajoutée pour la Ville et ses citoyennes et citoyens

Offre de services

32 Points de vue sur un exemple inspirant : les clés du succès de la démarche Municipalité amie des aînés (MADA) de la municipalité de Chertsey

Espace MUNI

34 Qu'est-ce que la littératie?

Conciliation famille, travail et vie politique

36 Croyances erronées sur la politique municipale et la conciliation

Valorisation de la paternité

38 La coparentalité au menu municipal

Billet de l'équipe d'accompagnement

41 L'intégration de mesures d'adaptation aux changements climatiques dans les plans d'action des politiques familles et aînés



Mot de la présidence

Rétrospection sur les derniers mois

Doreen Assaad, Mairesse de Brossard et présidente d'Espace MUNI

Alors que le printemps se pointe enfin le bout du nez, je ne peux que me réjouir du travail accompli par Espace MUNI au cours des derniers mois et constater tout le travail qui a été réalisé avec la précieuse aide des municipalités et des partenaires régionaux.

Cette saison a débuté en force avec la toute première journée habitation, réalisé en partenariat avec l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ) et avec la participation financière du gouvernement du Québec dans le cadre du programme Québec ami des aînés. Cette journée a notamment permis aux quelques centaines de personnes participantes de réfléchir ensemble à des pistes de solutions pour mieux loger les Québécoises et Québécois, tout en tenant compte de leurs besoins et de leur parcours de vie, mais surtout en respectant leurs choix. La forte participation à cette journée ne fait que démontrer l'importance de placer les enjeux au cœur de nos préoccupations et de continuer la discussion sur le sujet.

Deux autres événements ont marqué de la saison dernière: deux communautés de pratiques se sont tenues en personne, soit la communauté de pratique Voisins solidaires, le 7 octobre 2023 à Rivière-du-Loup, et la communauté de pratique Municipalité ami des enfants (MAE), qui a été lancée le 24 novembre dernier à Beloeil. Les actrices et acteurs des communautés de pratique ont profité de ces événements pour échanger sur divers sujets et solidifier des liens. La réussite de ces activités démontre, encore une fois, l'importance de soutenir les municipalités et d'être engagé dans la réussite de chacune d'elles.

Enfin, deux outils majeurs ont vu le jour afin d'encore mieux accompagner les municipalités. Tout d'abord, le guide pour les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) a subi une refonte complète. Il permet d'en connaître plus sur le réseau des services de garde, de développer plus de places en SGEE sur le territoire, de soutenir les SGEE déjà implantés sur le territoire et de découvrir des initiatives inspirantes de municipalités et de MRC en action. Puis le Balado MUNIciple est maintenant disponible sur le site Web. Il regroupe des épisodes lors desquels l'équipe d'Espace MUNI échange avec ses collaboratrices et collaborateurs sur divers sujets qui touchent le monde municipal.

Espace MUNI continue de se positionner comme acteur de front pour accompagner, inspirer et outiller les municipalités du Québec. Nous sommes fiers de continuer à proposer des pistes de solutions aux enjeux actuels et futurs du monde municipal et de tenir compte des différentes réalités des milieux. Les prochains mois seront également remplis de beaux projets, dont la Fête du voisinage et la sortie de nos nouveaux outils. Nous vous invitons à rester à l'affût de nos annonces sur notre site Web et nos plateformes sociales pour ne rien manquer! ■



COLLABORER À LA RÉDACTION DU MAGAZINE

<https://espacemuni.org/magazine/>



S'ABONNER AU MAGAZINE

<https://espacemuni.org/magazine/>

Mot de la direction



La qualité de vie de notre équipe est aussi importante!

Isabelle Lizée, Directrice générale d'Espace MUNI



Espace MUNI est fier d'annoncer qu'il a obtenu, après un an de démarche, le sceau de reconnaissance Concilivi en matière de conciliation famille-travail. Nous soutenons activement la conciliation, car nous croyons fermement que les individus sont le cœur de notre organisation. Conscients de l'importance

cruciale de permettre à chaque membre de notre personnel de réaliser pleinement son potentiel, tant sur le plan professionnel que personnel, nous nous engageons résolument à mettre en œuvre des mesures concrètes répondant à leurs besoins. Notre souhait est de façonner une culture d'organisation imprégnée d'humanité.

Ce projet s'inscrivait dans une démarche continue d'amélioration en matière de conditions de travail. En effet, le Conseil d'administration et la direction souhaite être proactif face aux besoins évolutifs des membres du personnel. Nous encourageons des pratiques propices au bien-vivre ensemble, au respect mutuel, à la collaboration et à la cohésion du groupe.

Un sondage a dévoilé que **63 % des employés trouvent les mesures offertes nettement suffisantes** (avant la démarche) **contre 86 % après la démarche**.

« **C'est super d'en avoir fait une démarche collective; ça nous a permis de mieux saisir les différentes réalités au sein de l'équipe.** »

De plus, cette démarche a donné naissance à une charte de vie en équipe qui établit nos attentes communes en matière de comportement et de communication au sein de l'organisation. La marque employeur sera également mis de l'avant lors de l'embauche de nouvelles ressources.

Il y a quelques années, Espace MUNI avait établi une politique représentative des valeurs véhiculées et de la culture organisationnelle. L'obtention de la reconnaissance a permis de s'assurer qu'elle était toujours d'actualité, d'ajouter des mesures encore plus susceptibles de servir l'équipe et surtout de mieux la faire connaître.

Ce sceau est une initiative du Réseau pour un Québec Famille. Il s'agit d'une reconnaissance en conciliation famille-travail qui permet de reconnaître une organisation et l'importance qu'elle accorde à la relation entre employeur et membre du personnel.

Espace MUNI, financé par le ministère de la Famille dans le cadre de l'obtention de cette reconnaissance, souhaite offrir un milieu de vie où l'écoute et l'ouverture permettent à chaque membre de l'équipe de travailler dans un environnement où la conciliation travail-famille est possible.

La force et la richesse d'Espace MUNI, c'est notre équipe! ■

SUIVEZ ESPACE MUNI !



L'action municipale à l'égard des objectifs de développement durable des Nations Unies



Nathalie Simard,

Coordonnatrice aux opérations et à l'offre de services, Espace MUNI

En 2015, les États membres des Nations Unies ont adopté un programme de développement durable qui comprend 17 objectifs à atteindre d'ici 2030. Ces objectifs visent, entre autres, à protéger la planète de nos actions, à éradiquer la faim dans le monde et à garantir la prospérité pour toutes les populations. Les municipalités peuvent jouer un rôle concret dans l'atteinte de ces objectifs. Certaines s'y attaquent déjà de façon claire dans leurs politiques publiques. Le défi sera toutefois de mesurer l'atteinte de ces objectifs par des données fiables.

Les 17 objectifs de développement durable

Les objectifs de développement durable adoptés par les Nations Unies constituent des réponses face à la crise climatique, à la lutte contre les inégalités sociales et à la préservation de l'environnement et des ressources pour les générations futures. Dans un souci d'appropriation et de communication, ils sont parfois regroupés en cinq domaines, les « 5 P » : peuple, prospérité, planète, paix, partenariats.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Source : Nations Unies

L'action municipale pour atteindre ces objectifs

Dans les dernières années, ces objectifs ont été de plus en plus utilisés par les municipalités comme un cadre de référence des politiques et des plans d'action municipaux. Selon UN Habitat, l'atteinte de près du quart des objectifs de développement durable passerait par des actions menées à l'échelle locale et urbaine.

Les municipalités du Québec, en vertu de leurs pouvoirs d'adoption de politiques et de plans d'action, de réglementation et de mise en place de services ainsi que de leurs divers champs de compétences, ont la latitude pour mettre en place des mesures concrètes ayant des répercussions durables dans les communautés. Afin que l'ensemble de leur population puisse s'épanouir. Et ceci au-delà de l'objectif 11 sur les villes et les communautés durables.

Certaines municipalités se sont d'ailleurs dotées de cadres ou de politiques en lien avec ces objectifs. Vous trouverez ces initiatives inspirantes dans la colonne de droite.

Les défis pour suivre l'atteinte de ces objectifs

Il est ressorti des conférences présentées dans le cadre du colloque de l'Acfas en 2023 que le milieu municipal vit notamment des enjeux en matière de collecte de données et de cadre de suivi des actions réalisées afin de suivre l'atteinte des objectifs de développement durable. Ces défis font actuellement l'objet de réflexion dans divers milieux municipaux, mais également dans le cadre de recherches scientifiques, ce qui permettra de tirer des apprentissages des expériences en cours.

À cet effet, au cours des derniers mois, deux villes québécoises ont annoncé leur collaboration avec des conseillers scientifiques, soit Victoriaville et Longueuil, ce qui fait écho dans d'autres municipalités comme Laval et Sherbrooke.

RÉFÉRENCES

- 1 <https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/planification-orientations/developpement-durable/docs/strategie-dev-durable.pdf>
- 2 <https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/planification-orientations/developpement-durable/docs/strategie-dev-durable-plan-action-solidaire.pdf>
- 3 https://candiac.ca/uploads/cms_news/Sinspirer_de_lhumain_-_Cadre_de_la_vie_citoyenne_WEB.pdf
- 4 <https://ieds.ulaval.ca/linstitut/demarche-eds/odd>
- 5 <https://www.victoriaville.ca/page/1409/chaire-de-recherche-municipale-pour-les-villes-durables.aspx>



La **Ville de Québec** a adopté une stratégie de développement durable¹ en 2021 alignée sur les 17 objectifs des Nations Unies et dans laquelle se retrouvent de nombreuses réalisations de la Ville en lien avec ces derniers. De plus, un plan d'action solidaire 2021-2025² découle de cette stratégie et regroupe divers programmes municipaux autour de défis collectifs, d'orientations stratégiques et des objectifs de développement durable concernés.



La **Ville de Candiac**, qui s'est dotée d'un Cadre de la vie citoyenne³ en 2023, considère les 17 objectifs de développement durables comme un des rouages qui influencent les orientations prises par la Ville. Ainsi, les 17 objectifs y sont exposés et illustrés par des exemples concrets de rôles que peut y jouer Candiac.



En élaboration de son quatrième plan de développement durable 2024-2030, la **Ville de Baie-Saint-Paul** poursuit sa cible des objectifs de développement durable de l'ONU. Pour ce faire, elle s'est associée à l'Institut en environnement, développement et société de l'Université Laval dans le cadre du projet « Démarche transformationnelle d'intégration des objectifs de développement durable (DTI-ODD) » dans les collectivités locales⁴. Ce projet vise à accompagner trois municipalités dans la région de la Capitale-Nationale pour faciliter leur appropriation des objectifs de développement durable et leur prise en compte dans les outils de planification et de suivi.



La **Ville de Victoriaville** s'est dotée d'une Chaire de recherche municipale pour les villes durables⁵ en collaboration avec l'Université du Québec à Trois-Rivières. Ce partenariat vise à soutenir les initiatives en développement durable de la Ville de Victoriaville, notamment celles qui touchent l'économie circulaire, l'aménagement du territoire et l'écodéveloppement. ■

Sous les pavés : un mouvement citoyen prêt à libérer le sol



Raphaëlle Dufresne

Coordonnatrice de l'adaptation aux changements climatiques et résilience des communautés, Centre d'écologie urbaine



Alice Désaulniers

Chargée de projet participation citoyenne, Espace MUNI

La déminéralisation participative constitue un exemple remarquable de projet favorisant le développement durable, puisqu'elle comporte des avantages économiques, sociaux et environnementaux. En effet, le dépavage trouve trois principales utilités : le rétablissement du cycle naturel de l'eau, la réduction des îlots de chaleur et la création d'espaces qui répondent aux besoins des citoyens.

Pourquoi enlever l'asphalte?

Les surfaces asphaltées sont imperméables et empêchent donc l'écoulement naturel de l'eau, qui se retrouve dans les réseaux d'égouts ou vient grossir les cours d'eau. Avec l'augmentation des événements météorologiques extrêmes, la pression sur les infrastructures existantes sera croissante.

La déminéralisation participe au rétablissement du cycle naturel de l'eau, puisque le sol naturel absorbe les eaux de pluie comme une éponge. On évite ainsi des inondations lors de pluies diluviennes tout en prévenant une saturation des réseaux d'égouts de la ville. À titre d'exemple, le projet de dépavement collectif réalisé dans le stationnement du Centre communautaire de Saint-Appolinaire permet de détourner annuellement 95 m³ d'eau de pluie du réseau des égouts.

Sans grande surprise, le dépavement permet aussi de réduire considérablement les îlots de chaleur. En effet, il a été constaté qu'il peut y avoir une différence de plus de 12 degrés entre une surface asphaltée et un espace vert avoisinant. Ainsi, une ruelle verte peut réduire la température dans les cours arrière des habitations résidentielles.

Un projet de dépavement et de verdissement permet aussi d'offrir des environnements favorables à la santé qui répondent aux besoins de la population. Ainsi, l'arrondissement Lachine possédait un terrain asphalté sans but précis qui était malencontreusement utilisé comme stationnement « sauvage ». Aujourd'hui, cet espace vert adjacent à l'école Paul-Jarry sert aussi bien la communauté scolaire que le voisinage, grâce à l'intégration de plusieurs infrastructures et mobiliers adaptés à leurs besoins.



La participation citoyenne au cœur de l'approche

On peut parfois se sentir impuissants face aux changements climatiques, puisque cet enjeu nous dépasse comme individus. C'est pourquoi la participation active de la population et la planification participative dans le processus de déminéralisation permettent de donner aux participantes et participants un pouvoir de décision dans la transformation de leur milieu de vie et accroissent ainsi leur sentiment d'appartenance à ce milieu.

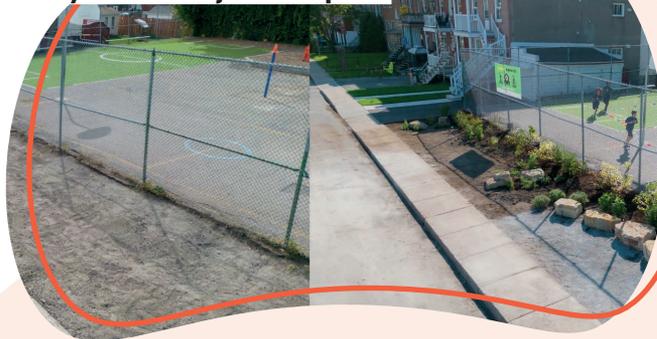
Les journées de dépavage et de verdissement participatif sont des occasions festives de créer des liens avec notre voisinage tout en agissant collectivement sur un enjeu qui nous tient à cœur. Ce sont de beaux moments vécus en groupe qui contribuent à sensibiliser les membres d'une communauté à l'importance d'adopter des mesures et des politiques d'adaptation aux changements climatiques, en prévention plutôt qu'en réaction face à ces catastrophes.

Des élèves participent au projet de verdissement près de l'école Paul-Jarry.



Deux projets municipaux inspirants

Un lot vacant adjacent à l'école Paul-Jarry devient un jardin de pluie.



En septembre 2023, le Groupe de recommandations et d'actions pour un meilleur environnement (GRAME) a déminéralisé et verdi un lot appartenant à l'arrondissement et adjacent à la cour de l'école Paul-Jarry. Ce projet a été réalisé par 75 bénévoles, dont des élèves de l'école.

Création d'un îlot de fraîcheur dans le stationnement du centre communautaire de Saint-Apollinaire.



En octobre 2022, le Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches (CRECA) a déminéralisé et verdi une partie du stationnement du centre communautaire de Saint-Apollinaire pour créer un îlot de fraîcheur destiné à la population. Une centaine de bénévoles ont participé à la réalisation de ce projet. ■

Pour en savoir plus

Sous les pavés est une initiative du Centre d'écologie urbaine, inspirée du projet *Depave Paradise*, réalisé par *Green Communities Canada*, de *Depave* aux États-Unis ainsi que de l'approche d'urbanisme participatif du CEUM.

Site Web de Sous les pavés : <https://souslespaves.ca/>

Si vous êtes intéressés par la démarche, veuillez contacter le Centre d'écologie urbaine pour qu'il vous dirige vers les ressources disponibles dans votre région : Souslespaves@ecologieurbaine.net.





Découvrez la nouvelle plateforme en habitation pour personnes âgées!



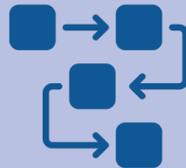
Modèles d'habitations

Découvrez une diversité de modèles pouvant répondre aux besoins des personnes âgées



Passer à l'action

Apprenez-en davantage sur les rôles que les municipalités peuvent jouer et les retombées dont elles peuvent bénéficier



Processus

Étudiez les étapes à suivre et de quels partenaires vous entourer



Soutiens

Identifiez quels leviers les municipalités ont à leur disposition



Outils et ressources

Obtenez des outils pratiques et une liste de ressources pour aller plus loin

munitoit.org

Une initiative de :



En partenariat avec :



S'adapter aux changements climatiques avec la contribution de la population



Véronique Wong,

Chargée de projet communautés en santé, Espace MUNI

L'adaptation et la lutte aux changements climatiques nécessitent des interventions des municipalités, de la plus petite à la plus grande. Alors que les médias font présage de vagues de chaleur ou de froid extrême, de feux de forêt, d'inondations ou de tempêtes hivernales, le public n'a pas toujours conscience que leur municipalité se prépare déjà à intervenir ou, du moins, est déjà à la recherche de solutions. Le bien-être de la population est au cœur des préoccupations des municipalités. Cependant, comment intégrer la contribution des citoyennes et citoyens à ces solutions? Dans cet article, nous vous présentons trois initiatives où la participation des citoyennes et citoyens est encouragée pour faire face aux défis des changements climatiques en contexte municipal.

Plateforme municipale pour le climat

Sur la Plateforme municipale pour le climat, l'Union des municipalités du Québec propose plusieurs pistes d'actions concrètes pour inspirer et mobiliser les municipalités à agir en matière d'adaptation et de lutte aux changements climatiques. Bien que cet outil ait été développé à l'intention des municipalités, il y est d'emblée précisé que la responsabilité pour le climat doit être partagée entre différentes parties prenantes, dont les citoyennes et citoyens. La plateforme présente plusieurs actions concrètes où il est possible d'impliquer la population, dont la participation est essentielle.



pourleclimat.ca

Projet 123 GO

Le projet 123 GO a été développé à Gatineau, une ville de l'Outaouais qui a été vivement touchée ces dernières années par des inondations et le passage d'une tornade en 2018. Ce projet est le résultat d'un travail de partenariat entre la Croix-Rouge canadienne et la municipalité. Il s'agit d'un programme conçu pour aider la population à se préparer à une situation d'urgence. Des outils ont été développés. Des activités de sensibilisation ont été réalisées auprès des citoyennes et citoyens. Plusieurs s'adressaient aux enfants d'âge scolaire et préscolaire. Outillée à réagir adéquatement en situation d'urgence, la population peut ainsi assurer sa sécurité et contribuer à celle d'autrui.



gatineau.ca/portail/default.aspx?p=avis_importantes_alertes_urgences/comment_preparer_situation_urgence/projet_123_go&ref=navigation-secondaire

Connectons Beaconsfield

Lancée en 2022, le projet Connectons Beaconsfield est une démarche mise en œuvre par la Ville de Beaconsfield en partenariat avec ICLEI Canada. Il vise à accroître les connexions sociales au sein de la communauté dans le but de renforcer sa résilience climatique. Il s'agit d'une des mesures inscrites au Plan d'adaptation aux changements climatiques de la municipalité. Pour poursuivre son objectif, la Ville a mobilisé des groupes et des organismes locaux ainsi que plusieurs citoyennes et citoyens. Ils seront appelés à contribuer à toutes les étapes du projet, de la conception à la réalisation d'actions concrètes. Plusieurs partenaires, dont Espace MUNI, participent également au projet. Une démarche inspirante qui mise sur un effort collectif pour trouver et mettre en place des solutions qui pourront bénéficier à toute la collectivité. ■



beaconsfield.ca/fr/connectons-beaconsfield

Transition socio-écologique et intervention collective : un outil de réflexion pour les actrices et acteurs de terrain



André-Anne Parent

Professeure agrégée, École de travail social, Université de Montréal



Lucie Morin

Doctorante, École de travail social, Université de Montréal



Sonia Racine

Conseillère en mobilisation des connaissances, Communagir

Avec plus de 250 démarches de développement des communautés territoriales (DCT), le Québec a acquis une grande expertise dans l'agir-ensemble intersectoriel. Les organisations qui les composent proviennent des secteurs public (notamment municipal), communautaire et privé (dont philanthropique) et incluent parfois des citoyens et citoyennes. Elles réalisent des actions collectives pour améliorer les conditions de vie des populations : développement de nouveaux services ou d'activités, amélioration de l'accès physique et économique, renforcement des pratiques auprès de populations marginalisées, etc. Dans la conjoncture où les démarches de DCT tentent de s'ajuster à la nouvelle réalité engendrée par la crise climatique et de se mettre plus largement au service des enjeux de transition socio-écologique¹, plusieurs souhaitaient mener une réflexion structurée et structurante afin de cerner leur rôle dans ces grands bouleversements.

Afin de contribuer à cet objectif, l'équipe de la recherche partenariale « Transition socio-écologique et philanthropie dans le développement des communautés territoriales » réalise, depuis 2020, une étude de cas multisites portant sur la capacité de huit démarches de DCT à inscrire et à porter des objectifs de transition socio-écologique (Courtemanche et coll., 2022; Morin et coll., 2023). Ces démarches se situent dans divers territoires du Québec et ont cours aux échelles locales, supralocales ou régionales.

Alors que l'analyse des données se termine, les partenaires de la recherche ont souhaité que la réflexion rayonne davantage et ont voulu outiller dès maintenant l'ensemble des actrices et acteurs en développement social et en DCT appelés à réfléchir à leur positionnement et à leur contribution à la transition socio-écologique.

Les résultats préliminaires de cette étude démontrent qu'il y a encore une faible appropriation des enjeux dans les démarches de DCT et une compréhension limitée de ce qui contribue à la transition socio-écologique. En effet, les démarches étudiées interviennent sur des enjeux qui contribuent déjà de diverses façons à la lutte au changement climatique et à la transition socio-écologique (alimentation, transport, verdissement, partage de ressources, etc.), mais généralement, les actrices et acteurs ne le formulent pas ainsi. Plusieurs hiérarchisent les besoins des populations, souhaitant d'abord répondre aux besoins socio-économiques, notamment des personnes parmi les plus vulnérables, avant de mettre en place des projets qui pourraient également contribuer à améliorer l'environnement. Le passage à l'action est difficile, car les actrices et acteurs des démarches de DCT sont davantage centrés sur les conditions de vie (qui se détériorent dans de nombreux milieux : revenus, logement, accès aux aliments sains, etc.), tandis que celles et ceux visant principalement la transition socio-écologique souhaitent avoir un impact sur les conditions de la vie. Dès lors, la mobilisation et

la participation pour lutter contre la pauvreté et celles pour lutter contre les changements climatiques dans les territoires se réalisent davantage en parallèle. L'analyse permet cependant de cibler des nœuds et des leviers forts inspirants, principalement en ce qui a trait à la posture des actrices et acteurs du développement social et du DCT, la distance entre ces derniers et les acteurs écologistes et, enfin, le sentiment de compétence des intervenants collectifs qui les accompagnent.

Depuis le début de ce partenariat de recherche, on constate une amplification des intérêts pour les enjeux climatiques et la transition socio-écologique dans les démarches de DCT, et notre recherche n'y est pas étrangère. Croyant que le territoire contribue à renforcer la résilience et la capacité collective de composer avec les crises (Huq, 2022), des membres de l'équipe de recherche, en collaboration avec quelques partenaires terrain, ont développé un outil autoportant pour intégrer les diverses dimensions de la transition socio-écologique dans les réflexions et les actions des démarches de DCT.

L'outil s'appuie sur les leçons tirées du projet de recherche partenariale à ce jour et d'expériences acquises lors des ateliers de mobilisation des connaissances avec des acteurs locaux. L'objectif de l'outil est de soutenir les démarches de développement social et de DCT qui souhaitent lutter contre la crise climatique, se positionner et se mettre en action pour s'inscrire dans la transition socio-écologique. En raison de son caractère autoportant, les actrices et acteurs auront la liberté d'utiliser l'outil au moment et au rythme qui leur conviennent (par exemple : animation des quatre blocs lors d'une rencontre ou animation d'un bloc par rencontre), et cela, sans devoir composer avec les contraintes associées au recours à une ressource externe.

À la demande du Collectif des partenaires en développement des communautés, nous avons entrepris une étude complémentaire dont l'objectif est d'implanter l'outil, de l'expérimenter et de l'évaluer afin d'éventuellement le bonifier et d'apprendre quant à son utilisation et son utilité concrète. Cette recherche veut notamment contribuer à l'avancement des pratiques et au dépassement de la fragmentation chronique du développement des territoires entre ses dimensions sociales, économiques, culturelles et environnementales (Lachapelle et Bourque, 2020). ■

BIBLIOGRAPHIE

COURTEMANCHE, A., D. BOURQUE, S. RACINE, A.-A. PARENT et L. MORIN. « Développement des communautés et transition socioécologique au Québec », Organisations & Territoires, Vol. 31 n° 2, Octobre 2022, p. 7384.

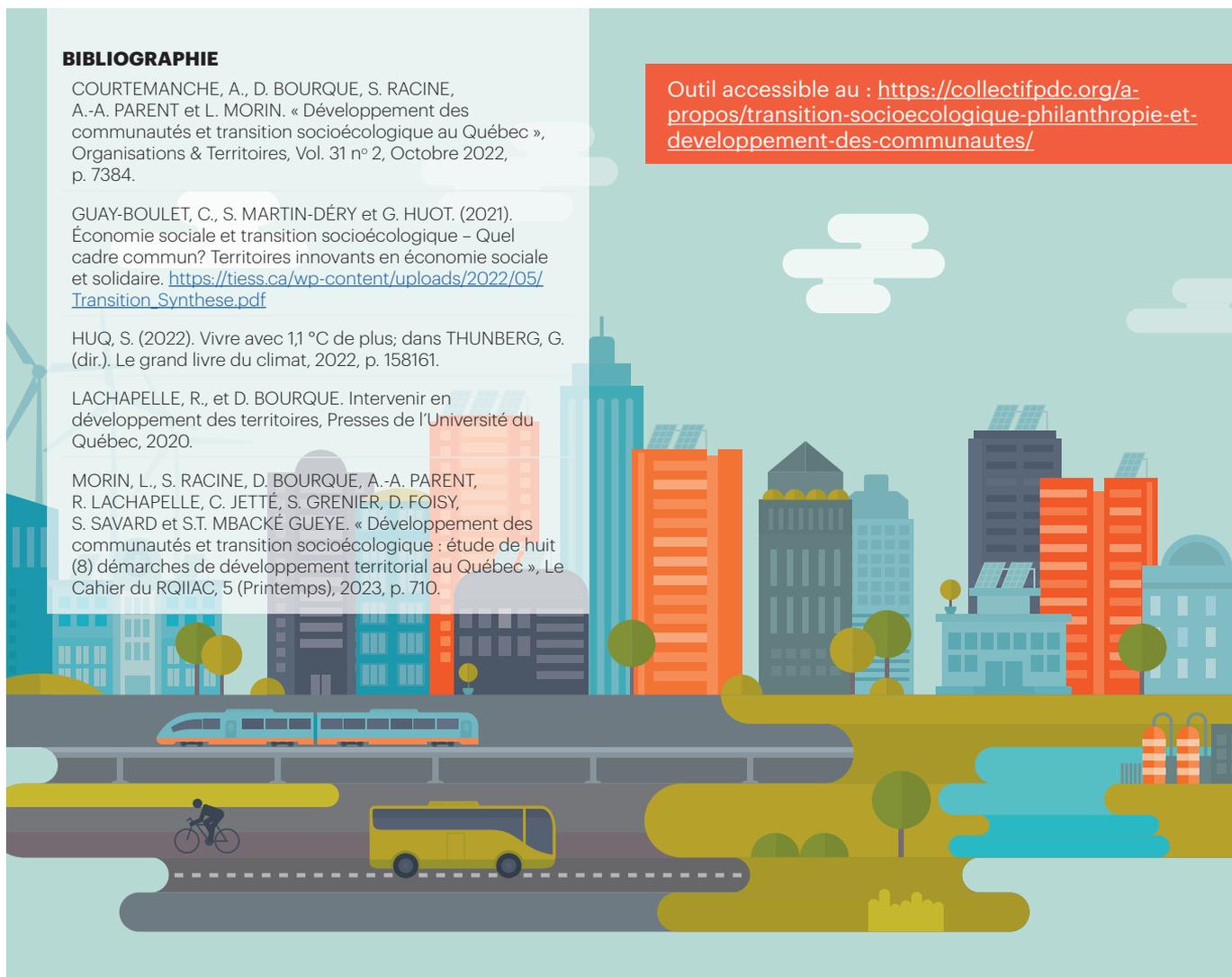
GUAY-BOULET, C., S. MARTIN-DÉRY et G. HUOT. (2021). Économie sociale et transition socioécologique – Quel cadre commun? Territoires innovants en économie sociale et solidaire. https://tiess.ca/wp-content/uploads/2022/05/Transition_Synthese.pdf

HUQ, S. (2022). Vivre avec 1,1 °C de plus; dans THUNBERG, G. (dir.). Le grand livre du climat, 2022, p. 158161.

LACHAPELLE, R., et D. BOURQUE. Intervenir en développement des territoires, Presses de l'Université du Québec, 2020.

MORIN, L., S. RACINE, D. BOURQUE, A.-A. PARENT, R. LACHAPELLE, C. JETTÉ, S. GRENIER, D. FOISY, S. SAVARD et S.T. MBACKÉ GUEYE. « Développement des communautés et transition socioécologique : étude de huit (8) démarches de développement territorial au Québec », Le Cahier du RQIIAC, 5 (Printemps), 2023, p. 710.

Outil accessible au : <https://collectifpdc.org/a-propos/transition-socioecologique-philanthropie-et-developpement-des-communautes/>



Déclaration pour l'avenir de nos cœurs de villes et de villages



Christian Petit

Directeur des projets spéciaux, Rues principales

Le 8 novembre 2023, lors du Sommet Près du cœur de Rues principales, 11 organisations dévoilaient une déclaration pour la revitalisation des cœurs de villes et de villages. Retour sur la nécessité de lancer une telle initiative.

Déjà criante avant la pandémie, la dévitalisation des cœurs de collectivités est devenue un enjeu dont on ne peut plus faire fi. Un tiers de la population québécoise considère que les centres-villes souffrent davantage depuis la pandémie¹. Plusieurs facteurs

y concourent, dont la fermeture ou la délocalisation d'activités commerciales vers la périphérie. Le cas de la SAQ, qui comptait déplacer sa succursale de Victoriaville, a d'ailleurs soulevé les passions à l'automne 2023².

Pourtant, nos cœurs de collectivités sont essentiels : ils servent de liant social, propulsent de nombreux projets innovants, contribuent à la prospérité des collectivités et présentent une faible empreinte environnementale. Or, ils affrontent en ce moment vents et marées et ont besoin de soutien. D'ailleurs, 68 % de la population québécoise est favorable à un appui du gouvernement aux cœurs de collectivités³.

SIGNATAIRES :

Béatrice Alain, Chantier de l'économie sociale

Sandrine Cabana-Degani, Piétons Québec

Véronique Fournier, Centre d'écologie urbaine

Sylvain Gariépy, Ordre des urbanistes du Québec

Renée Genest, Action Patrimoine

Isabelle Lizée, Espace MUNI

Isabelle Melançon, Institut du développement urbain

Isabelle Mercier, Groupe d'intérêt en armature commerciale du Québec

Charles Milliard, Fédération des chambres de commerce du Québec

Jeanne Robin, Vivre en Ville

Christian Savard, Rues principales



identité + proximité + prospérité



Victoriaville



Centre-ville de Shawinigan

Des actions pour nos milieux de vie

Pour assurer l'efficacité des actions de dynamisation des cœurs de collectivités, le Québec a besoin d'un plan qui va au-delà d'investissements sporadiques et qui assure la pérennité des gestes et des résultats. En ce sens, le gouvernement a la responsabilité de veiller à l'avenir durable des centres-villes de toutes tailles, des cœurs de quartier et des noyaux villageois.

En effet, le gouvernement détient les clés de plusieurs solutions aux crises que vivent les cœurs de collectivités. Parmi celles-ci, on pense naturellement à des appuis financiers et techniques, mais il ne faut pas négliger la révision de la fiscalité municipale, qui pourrait aider à renforcer leur centralité, notamment par une meilleure équité entre le commerce physique et celui en ligne. Des programmes gouvernementaux pourraient aider les cœurs de collectivités, notamment en ce qui concerne

le transport ou le patrimoine. Enfin, l'exemplarité de l'État et des sociétés d'État, en particulier en ce qui a trait à la localisation de leurs activités, est à même de renforcer l'effet structurant des cœurs de collectivités.

La déclaration et ses ambitions

Les 11 organisations à l'origine de la déclaration souhaitent construire un mouvement et vous invitent à participer à cet ambitieux chantier collectif. La situation vécue par Victoriaville n'est pas un cas isolé. Elle n'est que la pointe de l'iceberg. Une mobilisation collective est nécessaire afin d'assurer la pérennité de nos cœurs de collectivités. ■

RÉFÉRENCES

- 1 Sondage Léger, 2023, mené pour Rues principales
- 2 Philippe Mercure, La Presse, 20 décembre 2023.
- 3 Sondage Léger, 2023, mené pour Rues principales

L'engagement municipal, un levier de transformation pour une transition socio-écologique !

Biais d'opinion porté et signé par le conseil d'administration d'Espace MUNI

Régigé par Nadia Cardin, chargée de projets, Espace MUNI

Face à des défis écologiques et sociaux sans précédent, la réflexion collective sur notre capacité d'action est primordiale. Comment mobiliser nos forces pour faire face aux crises climatiques, aux urgences liées aux feux de forêt, à la crise du logement, aux inondations, et bien d'autres? Le milieu municipal se révèle être un catalyseur de changement essentiel à l'échelle de nos communautés. La question se pose : peut-on envisager le local comme levier pour surmonter les défis mondiaux et complexes ? Les actrices et acteurs municipaux incarnent ainsi une force essentielle, prête à déployer des solutions tangibles face aux réalités de nos communautés.

Proximité et leadership local

Nos municipalités, fortes de leur proximité terrain, occupent une position stratégique pour amorcer des actions concrètes et significatives. Face à la nécessité d'une transition socio-écologique, qui englobe les enjeux environnementaux et sociaux, une démarche intégrée s'impose. Élus locaux et société civile doivent œuvrer de concert pour établir des politiques publiques territoriales novatrices, qui favoriseront la réduction des émissions de carbone, la promotion de la biodiversité, la lutte à la pauvreté, le soutien à une économie locale et circulaire, etc.

Des alliances locales pour une transition réussie

Une des clés réside dans la capacité des municipalités à forger des alliances stratégiques avec les organisations, les associations, les citoyennes et citoyens engagés et les institutions. La création de comités municipaux, comme ceux dédiés au développement des communautés, illustre l'importance de cette collaboration. En définissant des priorités communes et en partageant les responsabilités, chaque partie prenante contribue activement à la transition.

Penser local et agir global

L'engagement dans des stratégies ciblées et des actions précises est vital pour encourager une transition durable. Les municipalités, en favorisant les énergies renouvelables, les pratiques agricoles durables et le développement d'infrastructures vertes, jouent un rôle déterminant. Ces initiatives locales alimentent une vision globale de durabilité. L'impact collectif de ces démarches peut se révéler significatif, surtout si l'approche est adoptée par l'ensemble des municipalités du Québec, voire au-delà.

En concentrant nos efforts au niveau des communautés et en les multipliant à travers un réseau de municipalités engagées, nous forgeons un mouvement capable d'avoir un impact positif sur la société dans son ensemble. Cette stratégie de penser local pour agir global souligne le potentiel d'influence des municipalités, non seulement par leurs actions directes, mais aussi par leur capacité à se regrouper et à exercer une pression constructive sur les autres niveaux de gouvernement pour l'adoption de politiques plus vertes et sociales.

L'appel à l'action municipale

La route vers la transition socio-écologique est jonchée d'obstacles, allant des contraintes budgétaires à la résistance au changement. Les municipalités, en tant que leaders de proximité, sont appelées à agir avec audace et vision. Loin d'être une contrainte, la transition offre la possibilité de repenser nos villes et nos communautés pour les rendre plus résilientes, inclusives et vivables.

L'engagement municipal est donc un puissant moteur de changement. C'est par l'union des efforts et la persévérance que nos municipalités peuvent inspirer des communautés partout dans le monde, marquant le pas vers une transition socio-écologique riche en changements positifs parce qu'il est nécessaire de veiller à la préservation de la planète afin de garantir un avenir viable pour les générations à venir. ■

Huit adultes sur dix estiment que les élus et élues municipaux doivent en faire davantage pour favoriser la saine alimentation des citoyens et citoyennes.



Améliorer l'accès à l'eau potable de l'aqueduc ainsi que limiter la visibilité et l'offre des boissons sucrées dans les installations sportives et de loisirs municipales s'inscrit en toute cohérence avec le rôle de promotion de la santé des municipalités. De plus, cela favorise la réduction des déchets.

Notre guide pour faciliter la saine hydratation dans les installations sportives et de loisirs municipales vous permet de réaliser un virage réussi pour un Québec sain et durable.



Pour consulter le guide, rendez-vous au collectifvital.ca/municipal.

Ce guide a été développé conjointement par le Collectif Vital, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et le Conseil du système alimentaire montréalais.



Pour plus d'information, contactez :

Collectif Vital • 514 598-8058 • info@collectifvital.ca • collectifvital.ca



La Chaise des générations: un rappel des exigences municipales envers la jeunesse d'aujourd'hui et de demain



Julien Cadieux Seers

Chargé de projet dossier enfance, reconnaissance municipalité amie des enfants, Espace MUNI

Mères au front

Organisme créé en 2020 pour donner suite à une rencontre entre l'écosociologue Laure Waridel et la cinéaste et autrice Anaïs Barbeau-Lavalette et réunissant des femmes (et leurs alliés) en colère contre l'inaction des gouvernements face à l'urgence climatique

La Chaise des générations

Chaise fabriquée de matériaux recyclés par un groupe d'enfants et placée en évidence au conseil d'une municipalité donnée de façon à représenter et à porter la voix des générations futures



Entrevue avec Manon St-Hilaire,

Représentante de l'organisme Mères au front et enseignante à l'école Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus de Saint-Jérôme

Quand on arrive sur votre site Web, un texte écrit en gras nous accueille ainsi : « Ça suffit. Nous, mères et grands-mères, montons au front. Nous passons à l'action pour protéger l'avenir de nos enfants de la crise climatique. » L'évocation du front est une métaphore guerrière que vous semblez assumer pleinement. Sommes-nous en guerre?

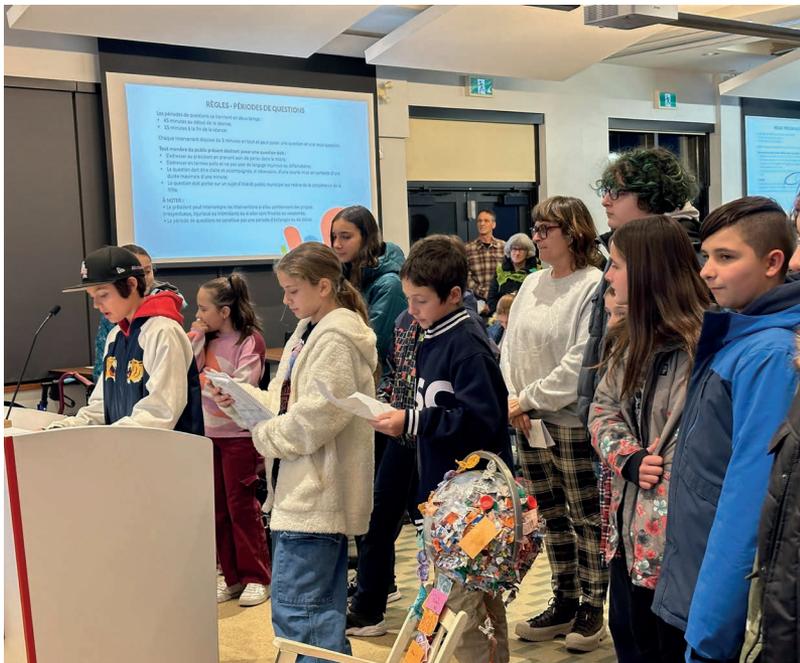
Mères au front – Le monde s'entend pour dire qu'il y a bel et bien une crise climatique. Or, face à une crise, les solutions doivent être courageuses et responsables. En ce moment, on sent beaucoup d'immobilisme de nos gouvernements. Nous nous sentons le devoir de brasser la cage de ces gens-là, de bousculer leurs programmes afin de provoquer une volonté politique réelle par rapport à ces questions. Alors oui, d'une certaine façon, on peut dire que nous sommes en guerre contre l'inaction chronique de nos décideurs.

Quelles actions déployez-vous pour les sensibiliser à la protection de l'environnement pour assurer un avenir sain aux enfants?

Mères au front – L'organisme étant décentralisé, chaque groupe de Mères au front peut articuler ses actions selon les besoins observables dans sa communauté. Certaines causes d'envergure plus nationale rassemblent plusieurs groupes de Mères qui conjuguent leurs efforts selon l'importance du combat à mener. On peut penser à la cause de la qualité de l'air dans la région de Rouyn-Noranda, par exemple. Ici, à Saint-Jérôme, les luttes s'articulent surtout autour de la protection des rivières principales du territoire, qui constituent l'âme et le cœur de toute la région.

Vous rassemblez des mères, des grands-mères et leurs alliés autour des valeurs de bienveillance, de solidarité et de respect, en y ajoutant des principes fondateurs de diversité, d'inclusion et de non-violence. Pourquoi avoir articulé votre mission autour de ces axes précis?

Mères au front – L'objectif du mouvement est à la fois de protéger ce que nous avons, autant en matière d'acquis sociaux que de la biodiversité, et de construire un monde meilleur. Pour construire, il faut créer des liens, il faut tisser une toile, il faut bâtir des ponts. Alors, ces valeurs encadrent l'ensemble de nos actions. Il est crucial de trouver le bon équilibre entre ces principes et la lutte qui doit aussi être menée de front.



Parlons maintenant plus précisément du projet de la Chaise des générations. Que symbolise concrètement cette chaise?

Mères au front – Il s’agit de rassembler des enfants autour de la confection d’une chaise qui sera ensuite placée de façon visible en tout temps au conseil municipal d’une municipalité donnée. Les enfants d’aujourd’hui sont non seulement les adultes de demain, mais ils sont déjà des citoyens à part entière, même s’ils n’ont pas le droit de vote. L’intention derrière la Chaise des générations est de rappeler aux membres du conseil municipal que chaque décision prise de leur part affectera l’ensemble des générations futures et qu’ils sont donc redevables envers cette jeunesse qui n’a pas tout à fait encore voix au chapitre, mais dont la parole doit absolument être entendue et considérée.

Vous avez justement participé à la création d’une telle chaise à l’école Sainte-Thérèse-de-l’Enfant-Jésus de Saint-Jérôme l’automne passé. Comment cette expérience a-t-elle été vécue par les enfants et à quel point sont-ils conscients de la signification de leur confection?

Mères au front – Je ne connais aucun enfant qui soit insensible à la cause environnementale. Alors, en décorant cette chaise, les enfants étaient pleinement conscients des enjeux qu’elle allait représenter devant leurs élués et élus. Mes élèves, même s’ils n’ont que onze ou douze ans, sont très mobilisés et ont adoré participer à l’exercice, d’autant plus qu’ils commencent à vivre eux-mêmes les conséquences de la crise, avec les feux de forêt et les inondations historiques de l’été passé dans la région.

De quelle façon la volonté politique de la Ville s’est-elle matérialisée au sein de ce projet?

Mères au front – Le projet a été entrepris et porté par les élèves de ma classe. Lors de la remise de la chaise en novembre dernier, les élués et élus ont accueilli l’initiative à bras ouverts, car il y a véritablement une sensibilité pour ces questions au sein de notre ville. Les enfants ont évidemment exprimé des préoccupations et formulé des souhaits à leurs représentants et représentantes. Nous nous assurerons de procéder à un suivi serré des décisions de notre conseil municipal durant les prochaines années. ■

AVEC **2700** CONSULTATIONS,
LES RÉACTIONS SONT UNANIMES :

« **Merci infiniment!!! C'est une belle publication utile. Je vais la faire passer autour de nous à Rouyn-Noranda et en Abitibi-Témiscamingue.** »

Guillaume Beaulieu, conseiller municipal, Ville de Rouyn-Noranda

« **Je viens de terminer la lecture de votre guide « Les services de garde éducatifs à l'enfance, c'est aussi l'affaire des municipalités! » et je dois vous transmettre mon enthousiasme! Cet ouvrage arrive à point pour guider et sensibiliser aux solutions constructives disponibles pour l'amélioration du réseau des SGEE au Québec. Au nom de Ma place au travail et de notre mission, j'applaudis grandement votre travail.** »

Marilou Fuller, directrice générale, Ma place au travail

« **Vraiment un bel outil! C'est sûr que je vais m'en servir.** »

Marie-Pier Desroches, conseillère, développement économique, Ville de Terrebonne

ÉQUIPE DE PROJET | CONCEPTION ET COORDINATION LUCIE CHAMPAGNE | **CONCEPTION ET RÉDACTION** PAULE BELLEAU | **RÉVISION LINGUISTIQUE** MARIE-ROSE BASQUE, LINGUISTECH | **CONCEPTION GRAPHIQUE** UZIN3 | **COMMUNICATEURS GRAPHIQUES | INTÉGRATION NUMÉRIQUE** KIM TRUDEL | **COORDINATION DU DÉVELOPPEMENT CHEZ ESPACE MUNI** NATHALIE SIMARD

REMERCIEMENTS | LE MINISTÈRE DE LA FAMILLE POUR LE SOUTIEN FINANCIER DU PRÉSENT GUIDE | DINA AZNAG, JULIEN CADIEUX-SEERS, ANTOINE FAVREAU, GABRIELLE GRONDIN-GRAVEL ET ANDRÉA OUELLETTE-LAPOINTE, D'ESPACE MUNI | M^F MARC-ANDRÉ LECHASSEUR, CABINET BÉLANGER SAUVÉ | ANNE-MARIE COURTOIS, CONSEILLÈRE EN PROGRAMMES ET POLITIQUES DE LA PETITE ENFANCE, COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR | KATIA BEAUDRY, CONSEILLÈRE EN DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF, MRC DU GRANIT | VÉRONIQUE CORRIVEAU, CRHA, CONSEILLÈRE AUX ENTREPRISES, MRC DE MEMPHRÉMAGOG | GENEVIÈVE TARDIF, DIRECTRICE DES LOISIRS, DU SPORT, DE LA CULTURE ET DE LA VIE COMMUNAUTAIRE, MUNICIPALITÉ DE SAINTE-MARTINE | PATRICK PAULIN, CONSEILLER MUNICIPAL, MUNICIPALITÉ DE VICTORIAVILLE | FLORENCE GAUTHIER, CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION, DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET PROJETS SPÉCIAUX, MUNICIPALITÉ DE SAINT-AUBERT | CAMILO CÉRÉ-ESCRIBANO, AGENT DE DÉVELOPPEMENT ET ADJOINT ADMINISTRATIF, MUNICIPALITÉ DE SAINT-CLÉMENT



UN OUTIL **POUR PASSER À L'ACTION.** **DISPONIBLE DÈS MAINTENANT**

espacemuni.org/guide-sgee/

Basé sur des expériences vécues, ce nouvel outil interactif traite de plusieurs étapes d'un processus de SGEE, de l'implantation, au soutien du réseau déjà présent sur le territoire. Donc, peu importe vos attentes et vos besoins, vous y retrouverez toute l'information pertinente sur les SGEE du point de vue municipal, pour faciliter votre passage à l'action.

Le guide permet plus précisément :

- d'en savoir plus sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance;
- de connaître les modalités de création de places en service de garde éducatif à l'enfance;
- d'agir pour soutenir les services de garde éducatifs à l'enfance de votre territoire;
- de s'inspirer de MRC et de municipalités qui sont passées à l'action.



Écoutez nos capsules audio qui synthétisent l'information des initiatives inspirantes

Avec la participation financière de



Les services de garde éducatifs à l'enfance

C'EST AUSSI

l'affaire des municipalités !

Offrir un meilleur choix de milieux de vie pour les personnes âgées



Nathalie Simard,

Coordonnatrice aux opérations et à l'offre de services, Espace MUNI

En avril 2021, Espace MUNI obtenait un financement dans le cadre du programme Québec ami des aînés pour le projet « Offrir un meilleur choix de milieux de vie pour les personnes âgées ». Comme ce projet s'est terminé à l'automne 2023 par l'aboutissement de plusieurs actions pertinentes, c'est donc l'occasion pour Espace MUNI d'en faire un bilan.

- Réalisation d'un dossier spécial sur l'habitation dans l'édition de l'automne 2021 du [magazine Vivacité](#)
- Réalisation de **3 ateliers** lors des colloques d'Espace MUNI de 2021 et 2023
- Offre de **4 webinaires** auxquels ont participé **281 personnes**
 - Offrir un meilleur choix de milieux de vie pour les personnes âgées (pour les municipalités);
 - Offrir un meilleur choix de milieux de vie pour les personnes âgées (pour les personnes âgées);
 - L'habitation intergénérationnelle : une solution alternative gagnante;
 - L'habitation et le milieu de vie des personnes âgées : quand la créativité est de mise!
- Animation de **15 ateliers** auprès de municipalités
- Animation de **6 ateliers** auprès de personnes âgées
- Tenue d'une journée sur l'habitation
- Mise en ligne de la **plateforme MUNI-toit**

Animation d'ateliers auprès de municipalités et de MRC ou de groupes de personnes âgées

Dans le cadre du projet, des ateliers ont été offerts gratuitement par une ressource professionnelle auprès de milieux municipaux ou de groupes de personnes âgées intéressées par l'habitation. Ces ateliers avaient pour objectifs de :

- sensibiliser et d'informer sur les solutions alternatives en matière d'habitation pour personnes âgées;
- améliorer la compréhension des rôles et de la capacité d'agir;
- susciter des échanges sur les enjeux vécus en matière d'habitation pour personnes âgées.

Portrait statistique

- ateliers répartis dans 10 régions du Québec
- plus de 270 personnes touchées
- niveau de satisfaction élevé des personnes participantes

Mise en ligne de la plateforme MUNI-toit

En septembre 2023, Espace MUNI a mis en ligne sa nouvelle plateforme MUNI-toit, destinée aux municipalités et consacrée à l'habitation pour personnes âgées. La plateforme a été réalisée dans la perspective d'offrir de l'information complète et actuelle sur l'habitation pour personnes âgées. Elle a notamment été conçue afin d'aider les municipalités à bien cerner leur rôle concernant les enjeux d'aménagement sur leur territoire et de les outiller pour qu'elles diversifient leur offre en habitation pour personnes âgées.



On y retrouve :

- 1 jeu-questionnaire interactif de 15 questions avec choix de réponses pour tester ses connaissances;
- présentation de 6 habitations alternatives pour personnes âgées;
- 25 exemples québécois, 2 exemples canadiens et 5 exemples internationaux d'habitations alternatives;
- présentation de 3 habitations traditionnelles pour personnes âgées;
- 1 tableau comparatif des divers modèles;
- exemples de soutien disponible et des programmes gouvernementaux accessibles;
- 25 ressources en lien avec l'habitation pour personnes âgées ou le milieu de vie.

Depuis son lancement, le site MUNI-toit a obtenu 6 100 vues.

Tenue d'une journée sur le développement de l'habitation : Le choix d'un toit pour la vie

Une journée sur le développement de l'habitation a été organisée en partenariat avec l'Association des Groupes de ressources techniques du Québec, le 14 septembre 2023, à Drummondville. Cette journée avait pour objectifs d'informer, d'outiller et de sensibiliser sur les enjeux en matière d'habitation pour personnes âgées et d'habitations communautaires.

Au programme de la journée :

- Un panel d'experts
- Des témoignages
- Un bloc de quatre ateliers thématiques pour mieux comprendre les enjeux de l'habitation
- Un bloc de quatre ateliers thématiques pour faciliter le passage à l'action

Une trentaine de conférenciers et de panélistes ont animé les 270 personnes qui ont assisté à l'événement. De plus, six exposants ont tenu un kiosque pour présenter leurs services.

En conclusion, ce projet d'Espace MUNI aura permis :

- d'augmenter le nombre de personnes sensibilisées et mieux informées sur leur pouvoir d'agir en matière d'habitation;
- d'améliorer la connaissance des actrices et acteurs locaux et régionaux sur leurs rôles dans ce domaine;
- de mobiliser des personnes élues municipales et des personnes âgées en matière d'habitation;
- de traduire une volonté de faire la promotion de logements hors marché spéculatif;
- de confirmer le besoin criant de continuer à informer et à sensibiliser les milieux en matière d'habitation pour les personnes âgées.

Ce projet a été rendu possible grâce à la contribution financière du gouvernement du Québec dans le cadre du programme Québec ami des aînés. ■

L'intégration de jeunes à besoins particuliers en camp du jour, un pas en avant pour l'inclusivité



Gabrielle Tardif

Chargée de projet - municipalité inclusive, Espace MUNI

Entrevue avec Catherine Boulianne

Coordonnatrice du programme d'intégration, Club Vacances Jeunesse, Granby, organisme utilisateur de l'application métaPRISME pour l'intégration de jeunes à besoins particuliers en camp de jour



Crédit photo Studio Le Point Rose

Tout d'abord, depuis quand travaillez-vous avec l'application métaPRISME?

Catherine – Je me suis jointe en mars 2022 à l'équipe du Club Vacances Jeunesse, organisme mandaté par la Ville de Granby pour l'organisation de tous les camps de jour. Toutefois, Granby faisait partie du projet pilote métaPRISME en 2021.

Comment voyez-vous l'évolution de l'accompagnement des jeunes à besoins particuliers dans le contexte de camp de jour?

Catherine – À l'époque où j'étais animatrice et accompagnatrice en camp de jour et avec les scouts, l'accompagnement n'était pas nécessairement fait de manière formalisée. Ainsi, en camp, on recevait la fiche santé remplie par les parents et on apprenait à vivre avec les enfants au courant de l'été. Au Club Vacances Jeunesse, nous avons des animateurs à l'intégration qui travaillent auprès des jeunes à besoins particuliers.

Quelle importance accordez-vous personnellement à l'intégration des jeunes à besoins particuliers?

Catherine – Dans mon cas, l'importance n'est pas seulement professionnelle, elle est aussi personnelle et familiale. Compte tenu de mon expérience, je comprends la complexité de l'intégration, particulièrement dans les cas de comorbidité, où plusieurs particularités et besoins de l'enfant se côtoient et s'affichent de manière unique chez chacun. Nous cernons les besoins de l'enfant, les analysons et y répondons. L'utilisation de métaPRISME facilite ce travail.

« L'enfant n'est pas un diagnostic. C'est une personne ayant des forces, des besoins et des capacités. »

Quelles fonctionnalités de métaPRISME préférez-vous?

Catherine – Je trouve particulièrement utile de pouvoir créer des liens entre les institutions par l'inclusion des intervenantes et intervenants qui œuvrent auprès des enfants. Grâce à l'application métaPRISME où l'on demande aux intervenants et intervenantes scolaires, ou autres, de remplir une grille d'évaluation de l'enfant, nous avons pu créer un partenariat avec le centre de services scolaire, en plus d'une collaboration avec le CIUSS, entre autres.

Puisque nous avons le consentement d'une personne responsable (parent, tutrice ou tuteur), nous pouvons conserver des liens avec les intervenantes et intervenants qui peuvent nous conseiller sur les interventions à privilégier et qui peuvent même venir observer l'enfant dans le contexte du camp, assurant un continuum de services auprès de l'enfant. Nous ne manquons pas d'envoyer le bilan d'intégration à la fin de l'été afin de contribuer aux échanges d'informations qui aideront ultimement à avoir un portrait à jour de l'enfant. Nous y gagnons tous : le milieu scolaire, les intervenantes et intervenants, nous-mêmes et surtout l'enfant.

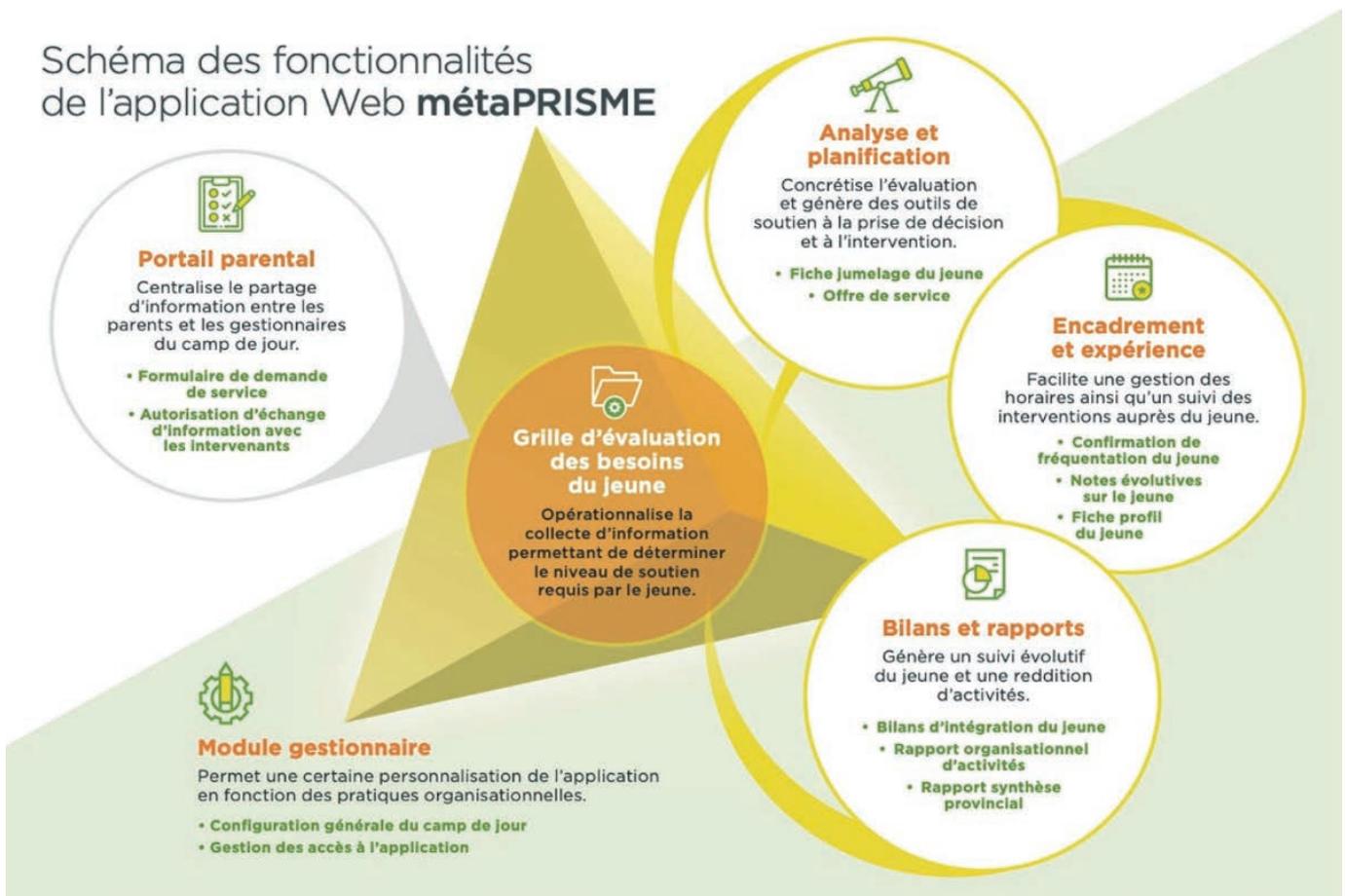
J'adore aussi la fonctionnalité qui permet de voir le statut de chaque dossier en un coup d'œil. Ceci nous aide énormément, d'autant plus que nous ne fonctionnons pas selon le principe « premiers arrivés, premiers servis ».

Vous trouverez la Politique d'évaluation des demandes de services pour le programme d'intégration développé par le Club Vacances Jeunesse dans la section « Ressources utiles » sous « Loisir, sport, culture et tourisme » du programme Accès inclusif sur le site Web d'Espace MUNI.

Finalement, alors que les demandes d'accompagnement sont en forte hausse (26 demandes en 2016 comparative-ment à 157 demandes en 2023), nous sommes en mesure de faire des jumelages très efficaces. L'identification des besoins complémentaires chez les jeunes nous a permis d'avoir un ratio intéressant de 22 animateurs en intégration pour 102 jeunes.

Pour terminer, qu'aimeriez-vous voir comme changements pour rendre les camps plus inclusifs?

Catherine – Nous avons déjà un programme d'aide aux employés pour du soutien en santé mentale, mais nous voudrions avoir un programme d'accessibilité à l'emploi pour nos animateurs et animatrices, afin de les soutenir dans la transition vers l'emploi. J'ai fait quelques démarches en ce sens, mais le manque de personnel nous freine pour le moment. ■



Retour sur les événements d'Espace MUNI en automne 2023

Journée de l'habitation



14 septembre, à Drummondville



270 personnes participantes



- Objectifs : informer, outiller et sensibiliser sur les enjeux en matière d'habitation pour personnes âgées
- Organisée en partenariat entre Espace MUNI et l'AGRTQ
- Lancement de la plateforme MUNI-toit
- Panels d'expertes et d'experts dans le milieu pour discuter de sujets chauds et témoignages de représentantes et représentants de plusieurs municipalités

Rencontre des collectivités Voisins solidaires



12 octobre, à Rivière-du-Loup



45 personnes participantes



- Conférence d'ouverture sous le thème du rapprochement intergénérationnel
- Panel de discussion portant sur des projets porteurs de solidarité
- Ateliers en petits groupes sur les enjeux vécus lors des projets Voisins solidaires

15^e rencontre annuelle Réseau Municipalités accessibles (RMA)



7 novembre, à Victoriaville



80 personnes participantes



- Plus de 70 municipalités au Québec sont assujetties au Plan d'action annuel à l'égard des personnes handicapées. Le RMA a comme mission de faciliter la mise en œuvre de ces plans d'action et d'en optimiser le bénéfice envers la population handicapée ou en situation de handicap. Ces plans sont souvent élaborés en silo, ce qui n'est pas optimal pour leur réalisation. La 15^e rencontre provinciale du RMA avait comme thématique la coresponsabilité afin d'inviter les parties prenantes à entamer le processus de réflexion qui mènera à un outil : le guide de coresponsabilité.

Journée de lancement de la communauté de pratique Municipalité amie des enfants



24 novembre, à Belœil



88 personnes participantes



- Grande mobilisation du réseau Municipalité amie des enfants dans le cadre enchanteur de l'hôtel Rive Gauche de Belœil
- Participation dynamique et enthousiaste des récents récipiendaires des reconnaissances MAE
- Encan silencieux sur la thématique des droits de l'enfant qui a permis de lancer la première phase de la communauté de pratique MAE



Rôle des municipalités dans la création d'environnements favorables à la santé et à la qualité de vie citoyenne

Collaboration Espace MUNI et
Dubé Barsalou Communications

La santé au cœur des préoccupations citoyennes

Plus que jamais, la santé, tant physique que mentale, et la qualité de vie sont au centre des préoccupations citoyennes. La population se réfère notamment à sa municipalité pour exprimer ses besoins en matière de logement, d'environnement, de sécurité, d'accès à des espaces de verdure ou de loisirs. La protection de l'environnement et ses impacts sur les milieux de vie en constituent une belle illustration.

Création d'environnements favorables à la santé

Les municipalités jouent déjà un rôle central dans la conception et la mise en œuvre de politiques (ex. : MADA) visant à créer des environnements favorables à la santé.

En effet, depuis plusieurs années, les municipalités se positionnent comme des actrices capables d'instaurer des changements concrets en faveur de la santé globale et de la qualité de vie de leurs citoyennes et citoyens, notamment en :

- concevant des espaces publics propices à la mobilité active (ex. : trottoirs et pistes cyclables);
- facilitant l'accès à des installations de loisirs (ex. : parcs et patinoires);
- faisant la promotion de l'accès à des aliments sains (ex. : lors de fêtes et de spectacles).

La promotion de la santé, une stratégie cruciale

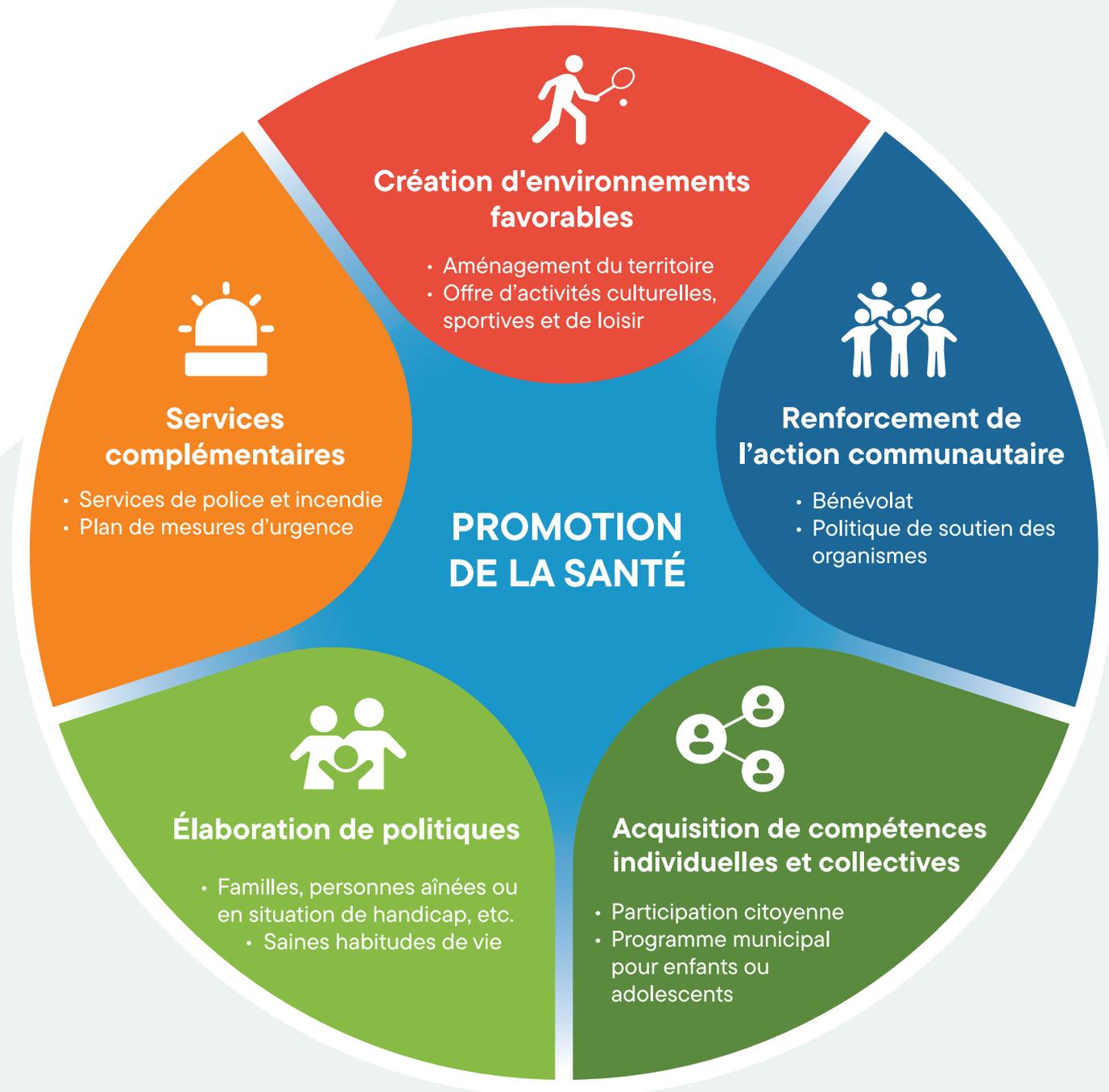
Il s'agit d'une approche qui préconise l'instauration d'actions et le développement de milieux de vie pour permettre à la population de faire les meilleurs choix possibles pour leur santé. Ainsi, la promotion de la santé émerge comme une stratégie pour les municipalités qui, grâce à leurs rôles et à leurs compétences, sont en mesure de créer des environnements favorables à la santé et à la qualité de vie. Le schéma de la page suivante illustre globalement les principaux leviers des municipalités en matière de promotion de la santé.

Accompagnement d'Espace MUNI

Espace MUNI considère que les municipalités font partie des multiples acteurs capables d'agir en faveur de la santé et de la qualité de vie. Fortes de leurs moyens, de leurs compétences et de leurs expériences, elles sont à même de proposer des solutions concrètes pour répondre aux besoins et aux préoccupations de leur population. ■

PROMOTION DE LA SANTÉ

Principaux leviers des municipalités



Fête du voisinage : la valeur ajoutée pour la Ville et ses citoyennes et citoyens

Blainville

Municipalité ambassadrice

Depuis combien d'années se tient cette fête?

12

Quelle forme prend la fête?

- 5 à 7
 - soirées cinéma
 - animations dans les ronds-points ou des spectacles de musique
- Les citoyennes et citoyens ont le choix.

Quels moyens utilisez-vous pour en faire la promotion?

Les journaux municipaux, notre page Facebook, sur notre site Web, des panneaux électroniques et, bien sûr, nos ambassadeurs qui sont des citoyennes et citoyens qui organisent une fête depuis plusieurs années qui en parlent à leurs proches.

Quels en sont les bienfaits?

Ça a créé un filet social entre les voisines et voisins, qui se sentent soutenus. Un sentiment d'appartenance et de sécurité se crée dans la communauté.

Qu'est-ce qui vous encourage à continuer de soutenir le mouvement de la Fête du voisinage?

La simplicité du concept. En outre, ça permet la connexion entre le voisinage. À partir de là, on peut agrémente le quotidien, et c'est une des meilleures manières d'apprendre à se connaître. De plus, les gens continuent à vouloir organiser des fêtes, au point qu'on augmente de 5 à 7 fêtes par année.



La Fête du VOISINAGE

SAMEDI LE 1^{ER} JUIN 2024



Alain
Citoyen

Depuis combien d'années se tient cette fête?

13

Quelle forme prend la fête?

Une partie se déroule dans la rue, sur le terrain chez nous, et l'autre partie dans le parc au coin de la rue. Chacun apporte un repas typique de son pays. Il y a des jeux pour les enfants. On jase tout le monde ensemble.

Quels moyens utilisez-vous pour en faire la promotion?

Porte-à-porte, discussion au moment d'aller chercher les enfants à la garderie ou à l'école. Le fait qu'une partie de la fête se déroule dans la rue, les gens sont invités à rejoindre les festivités la journée même. Tous les gens du secteur sont bienvenus.

Saint-Zénon
Municipalité organisatrice

Depuis combien d'années se tient cette fête?

2

Quelle forme prend la fête?

Invitation à participer à une célébration en journée qui comprend des sports nautiques, des jeux gonflables, des tables de pique-nique. En soirée, il y a un souper et un spectacle de musique.

Quels moyens utilisez-vous pour en faire la promotion?

Le magazine municipal, des affiches dans les commerces et les bureaux municipaux, notre site Web, l'accueil touristique et des messages qui passent à notre radio locale.

Quels en sont les bienfaits?

L'activité a généré de nouveaux échanges, de nouveaux liens. Les gens souhaitent se revoir dans d'autres contextes et s'inscrivent à d'autres activités organisées par la Ville pour s'impliquer ensemble.

Qu'est-ce qui vous encourage à continuer de soutenir le mouvement de la Fête du voisinage?

C'est festif et rassembleur. On atteint les gens de tous les âges et ça brise l'isolement pour certains. C'est aussi un réseau de contacts qui se crée où des gens se portent bénévoles pour aider dans d'autres événements et se voient dans d'autres contextes.

Quels en sont les bienfaits?

Maintenant qu'on se connaît entre voisins, on s'entraide au besoin, on partage des outils de jardinage et on peut cogner à la porte de l'autre pour demander quelque chose sans gêne. C'est un sens de communauté qui s'est créé entre nous.

Qu'est-ce qui vous encourage à continuer de soutenir le mouvement de la Fête du voisinage?

Chaque année, on agrandit notre communauté. C'est festif, c'est un partage de connaissances, bref c'est une journée heureuse pour les gens.

Points de vue sur un exemple inspirant

Les clés du succès de la démarche Municipalité amie des aînés (MADA) de la municipalité de Chertsey



Emmanuelle Jean-Arsenault
Chargée de l'offre de services, Espace MUNI



Collaboratrices :



Annie Bastien
Conseillère et responsable
des questions familiales
et des personnes aînées,
Municipalité de Chertsey



Kim Baumgarten
Directrice du Service des
loisirs et de la culture,
Municipalité de Chertsey



Michelle Joly
Mairesse, Municipalité de Chertsey

Isabel Tremblay Dion
Chargée de projet,
Espace MUNI

Chertsey, une municipalité de quelque 5 000 habitants dans Lanaudière, a récemment mis à jour sa politique et son plan d'action Municipalité amie des aînés (MADA), accompagnée d'une ressource professionnelle d'Espace MUNI. Retour sur cette démarche fructueuse, malgré un échéancier serré, à travers le point de vue des parties prenantes de la Municipalité.

En quoi était-ce important pour votre Municipalité de renouveler la certification MADA?

Michelle Joly – La certification MADA permet de démontrer toute notre appréciation à l'égard de l'apport des personnes aînées à notre milieu. De plus, elle traduit notre engagement à réaliser des actions qui répondront à leurs attentes.

Annie Bastien – Les personnes aînées ont contribué à bâtir Chertsey et elles continuent aujourd'hui à la façonner. Ce

« L'engagement indéfectible des membres du comité, la rigueur, le rythme soutenu et l'ambiance conviviale ont insufflé une énergie positive de productivité et d'efficacité à la démarche. »

rôle mérite d'être pleinement reconnu. La démarche MADA constitue une occasion privilégiée de le faire!

Kim Baumgarten – C'est important de soutenir le vieillissement actif des personnes aînées, et les municipalités ont un rôle essentiel à jouer à cet égard. En outre, la démarche MADA favorise le partage d'information et enrichit mutuellement les connaissances des actrices et acteurs du milieu concernant les initiatives offertes aux personnes aînées de la municipalité. J'ai pris connaissance de l'offre de certains services dont j'ignorais l'existence!



Quels ont été les principaux facteurs de succès de votre démarche, compte tenu de votre échéancier serré pour la réaliser?

Kim Baumgarten – Il faut dire que, pour ma part, il s’agissait d’une première expérience pour ce type de démarche. J’avais des craintes face à l’ampleur de la tâche. Je trouvais ça imposant et complexe. Je me demandais comment j’allais m’y prendre pour la mener à bien.

Avec le recul, j’ai le sentiment que ç’a été finalement très facile et agréable à réaliser. Surtout, j’ai constaté à quel point les citoyennes et les citoyens, de même que les organismes du milieu, apprécient ce type d’exercice. Cela leur procure un lieu pour s’exprimer et être écoutés. Ils s’impliquent et savent qu’ils font une différence dans leur milieu.

Les membres du comité avaient toujours beaucoup d’idées, et les discussions ont été très riches. Il était évident qu’ils avaient à cœur leur participation à la démarche. Ils étaient d’autant plus motivés de constater à quel point la Municipalité de Chertsey était, elle aussi, entièrement investie dans le processus, créant un terrain propice à l’ouverture réciproque et à la collaboration.

Je dirais que la planification efficace des travaux, le partage clair des responsabilités dès le départ, l’approche de co-construction permettant à toutes les parties prenantes de s’impliquer et de s’entraider ont été parmi les ingrédients les plus significatifs du succès de notre démarche.

Annie Bastien – L’engagement des représentantes et représentants d’organismes, des gens de cœur, qui œuvrent auprès des personnes âgées de Chertsey, a été l’un des facteurs de réussite de notre démarche

Crédit photos : Estelle Hébert



MADA. Le dynamisme des rencontres et la rigueur du processus nous ont permis de relever le défi de l’échéancier serré dans lequel s’inscrivait notre démarche pour la mener à terme.

J’ajouterais que l’accompagnement d’une ressource professionnelle externe a grandement simplifié et facilité le processus en le rendant accessible.

Comment vous êtes-vous assurées que le contenu de la politique et du plan d’action reflète bien les priorités des personnes âgées du milieu?

Michelle Joly – Je crois sincèrement que les consultations menées auprès des personnes âgées ainsi que des organismes et des partenaires dédiés aux aînés nous ont permis d’être à l’écoute et de bien cerner leurs besoins, leurs attentes et leurs priorités. Nous les avons consultés par le biais de rencontres et d’un sondage, grâce auxquels nous avons pu rejoindre plus de 150 répondants. Je suis très fière du résultat.

Annie Bastien – Nous avons bénéficié de l’aide précieuse d’employés de la municipalité et d’organismes qui ont prêté assistance aux personnes âgées qui en avaient besoin pour répondre au questionnaire. Des ordinateurs ont également été mis à leur disposition. Lors des rencontres, nous avons été à l’écoute de leurs témoignages du passé, du partage de leurs valeurs, de leurs hommages aux racines des vieilles familles de la région, de leur vision de demain et de leur gratitude envers l’intérêt que nous portons pour leur bien-être.

Kim Baumgarten – Le taux élevé de participation aux consultations confère des assises solides aux priorités retenues pour les trois prochaines années. Le plan d’action reflète si bien les besoins des personnes âgées de Chertsey que la concrétisation de certaines actions a débuté très rapidement. Le comité de pilotage est devenu le comité de suivi. Je suis tout à fait convaincue que la mise en œuvre du plan d’action sera à la hauteur des attentes des personnes âgées de Chertsey! ■

Qu'est-ce que la littératie?

Initialement, la littéracie désignait la capacité d'une personne à « lire et écrire ». Ce concept a évolué et inclut maintenant la capacité à comprendre et à communiquer. La littératie représente donc la capacité d'un individu à bien comprendre le sens véhiculé par un texte, une image ou toute information présentée visuellement. Dans le guide **Communiquer pour tous**, plusieurs recommandations sont présentées afin de proposer des documents visuels accessibles et compris par toutes et tous. Inspiré par ce guide, voici un aide-mémoire pour faciliter la création de documents visuels inclusifs pour l'ensemble de la population.



Antoine Favreau
Chargé des communications,
Espace MUNI

Communiquer pour tous : Guide pour une information accessible

Guide pratique rédigé par Julie Ruel et Cécile Allaire, publié en 2021, regroupant toute l'information nécessaire pour concevoir une information accessible à toutes et tous



La mise en évidence

Si vous souhaitez diriger l'attention de la lectrice ou du lecteur vers les points importants d'un texte, voici les techniques :



- à utiliser :
- le caractère gras,
 - les encadrés de couleur ou les bordures,
 - les flèches ou autre symbole clair,
 - l'énumération verticale avec des puces.



- à éviter :
- *l'italique*,
 - le soulignement,
 - LES PORTIONS DE TEXTE EN MAJUSCULE



La police de caractères

- Privilégiez une police sans empattement comme Verdana, Arial, Helvetica ou Calibri.
- La taille de police doit toujours être d'au moins 12 ou même plus si un document est destiné aux personnes âgées ou aux personnes en situation de handicap.
- Ne justifiez jamais le texte.

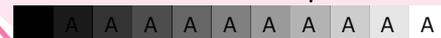


Les couleurs

Lorsque vous utilisez des couleurs dans un document, il faut :

- respecter les codes partagés par un large public.
 - ex. : rouge = interdit; vert = permis
 - s'assurer d'avoir un contraste élevé entre les caractères et le fond;
- que la valeur de contraste soit d'au moins 70% entre le texte et le fond.

70 %



« La capacité d'une personne, d'un milieu et d'une communauté à comprendre et à communiquer de l'information par le langage sur différents supports pour participer activement à la société dans différents contextes »

Lacelle et coll., 2016



Le choix des mots

- Privilégiez les mots courants et évitez les métaphores ou toute autre expression imagée.
 - Les forces de l'ordre → La police
 - Trihebdomadaire → Qui a lieu 3 fois par semaine
- Donnez la signification entre parenthèses d'une abréviation lorsqu'elle est mentionnée pour la première fois.
 - MADA (Municipalité amie des aînés)



Explication de l'information

Définissez les notions difficiles et les termes techniques à l'aide :

- de synonymes,
- de courtes définitions à placer où le terme est cité,
- de reformulations et d'explications,
- d'exemples concrets ou d'analogies familières.

Placez directement les explications dans le texte ou dans des encadrés.



La littératie visuelle doit être considérée dans l'accessibilité universelle.



La littératie visuelle, soit la capacité d'un individu à bien comprendre le sens véhiculé par un texte, une image ou toute information présentée visuellement, doit être considérée dans l'accessibilité universelle.



Les ponctuations et les nombres

Employez une ponctuation simple. Évitez :

- les astérisques*
- les parenthèses ()
- les tirets dans le texte -
- les points de suspension ...
- les barres obliques /

Optez pour la forme numérique des nombres.

- Dix-huit mille → 18 000
- Écrivez les dates au long
- 01/06/24 → 1^{er} juin 2024

Pourquoi la littératie est-elle importante?

Dans une société où l'accessibilité universelle est plus importante que jamais, il ne faut pas négliger l'importance de la littératie. Celle-ci est, en quelque sorte, l'équivalent de la rampe d'accès dans le milieu architectural. La littératie permet au plus grand nombre de personnes possibles d'avoir accès à l'information. Chaque organisme ou chaque communauté, en mettant l'accent sur les municipalités et les MRC, devrait communiquer et transmettre une information lisible et compréhensible par toutes et tous.

Dans un souci d'inclusion, la littératie devrait être une priorité, puisque la capacité des gens à comprendre une information peut grandement diverger. Comme il est possible de le constater avec les recommandations de cet aide-mémoire, ce sont de petites modifications qui font toute la différence. ■

Croyances erronées sur la politique municipale et la conciliation



Fany Panichelli

Chargée de projet conciliation famille, travail et vie politique

« Les mesures de conciliation, ça concerne uniquement les parents. »

Il persiste une croyance voulant que les mesures de conciliation ne concernent que les parents. Cependant, il est essentiel de reconnaître que la nécessité de la conciliation ne se limite pas à la parentalité. Les individus, qu'ils soient jeunes, moins jeunes, en reprise d'études ou proches aidants, font face à une multitude d'engagements et de responsabilités qui requièrent de concilier divers aspects du quotidien.

Les personnes élues ne font pas exception et doivent concilier leur vie professionnelle, leur vie personnelle et leur vie politique. La mise en place de mesures de soutien pour cette catégorie de personnes contribuerait à augmenter leur bien-être, mais également à renforcer la représentativité démocratique en rendant la vie publique plus accessible à une diversité de profils.

En conclusion, la conciliation devrait être perçue comme une réponse cruciale aux défis quotidiens auxquels sont confrontés tous les individus, quels que soient leur âge, leur statut familial ou leurs responsabilités professionnelles, y compris ceux qui occupent des fonctions électives.

« La conciliation, c'est un peu comme la magie de Disney : sans limites d'âge, une envie pour toutes et tous, les petits comme les grands »



« Je ne peux pas m'engager en politique municipale tant que j'ai des enfants à la maison. »

Il est faux de croire que l'engagement en politique municipale est incompatible avec la responsabilité parentale. En fait, nombreuses sont les personnes élues municipales qui exercent leurs fonctions tout en élevant des enfants, y compris des tout-petits.

Avoir des personnes élues municipales avec des enfants est souhaitable pour la diversité et la représentativité dans les lieux décisionnels. Cela enrichit la gouvernance locale en apportant des perspectives variées et en favorisant des politiques qui répondent aux besoins des familles. Encourager davantage de (futurs) parents, même ceux avec de jeunes enfants, à s'impliquer politiquement contribue à créer des municipalités plus inclusives et attentives aux défis et aux besoins quotidiens de sa population.

Il est crucial de changer la perception selon laquelle l'engagement politique est incompatible avec la parentalité. Cela nécessite un changement culturel et politique pour encourager de nouveaux profils à s'investir. Travailler en ce sens, c'est reconnaître que des parents actifs politiquement peuvent apporter une contribution précieuse et nécessaire à la vie municipale.

En conclusion, il est temps de valoriser et d'encourager activement la participation des parents en politique municipale, contribuant ainsi à une gouvernance locale plus représentative et diversifiée.



« S'engager en politique, ce n'est pas comme la prochaine éclipse solaire. Pas besoin d'attendre, engagez-vous dès maintenant, c'est possible »

« Mettre en place des mesures en faveur de la conciliation en milieu municipal, c'est compliqué et coûteux. »

L'idée préconçue selon laquelle instaurer des mesures de conciliation en milieu municipal serait complexe et coûteux serait réfutée par des données récentes.

Selon un sondage mené en 2021 par la firme Léger pour le compte du Réseau pour un Québec Famille, 73 % des organisations répondantes ayant mis en place de telles mesures l'ont fait à faible coût, voire à coût nul.

De plus, les constats des groupes de discussion issus du projet d'Espace MUNI sur la conciliation famille-travail et vie politique révèlent l'existence de pratiques informelles entre personnes élues pour faire face aux défis de

conciliation. Certains conseils municipaux ont même amorcé des conversations en début de mandat pour trouver des solutions concrètes. Ces actions démontrent que favoriser la conciliation en milieu municipal n'est ni compliqué ni coûteux. C'est plutôt une démarche pragmatique et nécessaire pour le bien-être des personnes élues municipales au Québec, surtout dans le contexte actuel rythmé par une série de démissions remarquées et une couverture médiatique croissante sur le sujet de la conciliation et les expériences négatives vécues par les personnes élues.

« Pas besoin d'avoir le même budget que la soirée des Oscars pour mettre des mesures de conciliation en place »



En résumé, Espace MUNI œuvre pour un avenir où la conciliation deviendra une réalité accessible à toutes et tous, y compris pour les personnes élues. ■

La coparentalité au menu municipal



Julien Cadieux-Seers

Chargé de projet - dossier enfance, reconnaissance municipalité amie des enfants, Espace MUNI



Richard Paulhus

Agent de projets spéciaux, Espace MUNI

La coparentalité

Des adultes reconnus comme parents auprès de l'enfant qui agissent et communiquent pour son bien-être, quelle que soit leur réalité parentale

Le Regroupement pour la Valorisation de la Paternité (RVP)

Fondé en 1997, le RVP réunit près de 250 organismes et individus issus de toutes les régions du Québec. Il a pour mission de valoriser le rôle des pères et de promouvoir leur importance dans la famille et dans la société pour le développement et le bien-être des enfants dans une perspective d'égalité entre parents.

Entrevue avec :



Nathalie Jalabert

Directrice du programme PAPPa au Regroupement pour la Valorisation de la Paternité (RVP)



Raymond Villeneuve

Directeur général du RVP

En quoi consiste le projet actuel de RVP sur la coparentalité?

Raymond – Le projet est en fait la poursuite de la phase 1 qui consistait à mettre à l'ordre du jour sociétal l'importance de la coparentalité. Les six milieux de pratiques qui participent au projet ont mobilisé leurs membres à l'aide notamment de divers types d'action, de fiches, d'outils et de capsules vidéo visant la valorisation de la coparentalité. Le travail s'est concentré sur les quatre dimensions de la coparentalité : la communication, la cohérence parentale, la reconnaissance de l'autre parent et le partage des tâches. La première phase s'est déroulée dans la joie et l'allégresse. Nous croyons que la deuxième phase suscitera autant d'adhésion que la première, si bien que l'équipe du RVP réfléchit déjà à une troisième phase.

La phase 2 couvre la période de 2024-2026 et a pour objectif de pousser plus loin la réflexion sur l'importance de la coparentalité, car nous pensons que ce concept

est extrêmement porteur. Nous travaillons à promouvoir l'équipe parentale comme étant une addition des forces de ses composantes qui formera une nouvelle bibitte, le couple parental.

Quelles activités de promotion de la notion d'équipe parentale ont été prévues durant la période de 2024-2026?

Nathalie – Pour atteindre nos ambitieux objectifs, nous prévoyons d'œuvrer sur quatre champs d'action : 1 - des formations nationales sur la coparentalité dans les milieux d'intervention, 2 - des capsules vidéo présentant les enjeux liés à la coparentalité dans divers contextes familiaux, 3 - une pièce de théâtre sur la coparentalité et 4 - un sommet en avril 2026. Ce moment culminant de la démarche constituera l'apogée de la mobilisation afin de mettre de l'avant la force incontestable de l'équipe parentale. Une équipe parentale solide et unie offrira aux enfants le plus d'atouts possible pour affronter les épreuves de leur vie.

Quels sont les 6 milieux d'intervention qui participent au projet?

Nathalie – Ce sont le Réseau Maisons Oxygène, la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille, le Réseau des centres de ressources périnatales du Québec, l'Association des haltes-garderies communautaires du Québec, Community Health and Social Services Network et Espace MUNI pour le milieu municipal. Chaque milieu, à sa façon, mobilise ses membres autour du projet de coparentalité.

Quel est l'objectif ultime du projet?

Raymond – Soutenir des parents dans l'adoption de meilleures pratiques coparentales en les outillant mieux à travailler ensemble pour le bien-être de leurs enfants, quelle que soit leur situation familiale. Notre rêve devrait commencer à se réaliser lors du sommet en 2026. Imaginez que toutes les organisations qui soutiennent les familles québécoises soient au diapason pour porter un message positif sur la collaboration entre parents et que le soutien à la coparentalité devienne un réflexe pour tous ces milieux. Quelle belle perspective pour le bien-être des enfants, des mères et des pères ainsi que pour l'égalité entre les femmes et les hommes!

Contribution d'Espace MUNI

Comme milieu d'intervention participant au projet, le rôle d'Espace MUNI est de sensibiliser le milieu municipal aux enjeux liés à la coparentalité. Pour ce faire, des fiches, des mini-guides et des capsules vidéo ont été produits. Ils se trouvent sur le site Web d'Espace MUNI. Ils invitent les municipalités à adapter leurs communications, à proposer des activités pour les couples parentaux et à soutenir les organisations qui travaillent avec les familles sur leurs territoires. Consultez les fiches sur la coparentalité au <https://espacemuni.org/fiches-sur-la-coparentalite/>.

Pour nous, la coparentalité doit être au menu des municipalités du Québec. ■

Pour voir les réalisations des milieux dans le cadre de la phase 1 du projet Coparentalité, visitez le <https://www.rvpaternite.org/pappa-presentation/outils-adaptation-pappa/>.



Gestion-conseil en développement durable

Programme municipal en environnement

- Accompagnement stratégique
- Politiques et règlements municipaux
- Événements écoresponsables
- Consultation et participation citoyenne



consulterre.com



450-935-1112



info@consulterre.com



Bonjour! Je suis AMI 🙌 votre assistant municipal intelligent.

Comment puis-je vous aider?

Quelles sont les dates pour inscriptions aux camps de jour ?

Quelle est la hauteur minimale pour une clôture ?

Des réponses exactes en un instant.



ami
par **activis**

L'intégration de mesures d'adaptation aux changements climatiques dans les plans d'action des politiques familles et aînés



Julie Marchessault

Accompagnatrice d'Espace Muni et candidate à la maîtrise en environnement et au MBA

Le temps est venu de mettre à jour votre politique Familles et aînés? Profitez de ce moment de réflexion et de concertation du milieu pour intégrer des mesures d'adaptation climatiques à votre plan d'action afin d'augmenter la résilience de votre municipalité aux changements climatiques.

Bien qu'à l'échelle mondiale des efforts soient déployés pour réduire les émissions de gaz à effets de serre, la collectivité internationale ne parvient malheureusement pas à atteindre ses cibles de réduction. Le climat est déjà en changement et est susceptible d'affecter toutes les sphères de vie des collectivités : les infrastructures résidentielles, commerciales et institutionnelles, la vie économique, l'agriculture, les loisirs, la santé, l'alimentation et la sécurité. Les municipalités sont en première ligne pour favoriser les capacités d'adaptation et améliorer la qualité de leurs milieux de vie en réduisant leurs vulnérabilités.

Comment connaître les vulnérabilités climatiques de sa municipalité?

Les vulnérabilités du passé récent sont de bonnes indicatrices des vulnérabilités futures puisqu'elles sont susceptibles de s'amplifier. Voici quelques options intéressantes pour les connaître :

- Profiter de la période de consultation publique pour sonder votre population sur la façon dont le climat actuel perturbe déjà leurs vies. Des citoyens ont-ils subi ou ont-ils évité une inondation, un bris causé par une tempête, le tarissement de leur puits, un malaise ou un décès lié à la chaleur?
- Consulter les services de travaux publics et les organismes locaux sur les infrastructures (routes, fossés, barrages, infrastructures de loisirs, espèces envahissantes, productions agricoles, etc.) et les populations qui ont été affectées par les aléas climatiques;
- Utiliser le portail géoclimatique de l'Institut national de santé publique du Québec pour trouver les îlots de chaleur et de fraîcheur de votre collectivité;
- Faire une revue de presse des aléas climatiques ayant affecté ou menacé votre municipalité au cours des cinq dernières années : feux de forêt, inondations, tempête de vent, grêle, etc.;
- Prévoir l'évolution du climat avec la modélisation de vos données climatiques locales (Ouranos ou Données climatiques Canada).

Adapter nos villes pour modérer le risque lié aux vulnérabilités

L'analyse de vos vulnérabilités vous permettra de cerner les principales tendances et les vulnérabilités qui posent les risques les plus importants. Vous pourrez ensuite élaborer des mesures d'atténuation adaptées, de concert avec votre population et les experts du milieu. Ces actions ont souvent des co-bénéfices qui enrichissent significativement les milieux de vie et qui sont tout à fait compatibles avec les autres objectifs de vos politiques Familles et Aînés. Ainsi, en créant un îlot de fraîcheur par le verdissement d'une zone urbaine, vous procurez un accès à la nature pour les enfants, un lieu de rencontre pour les aînés, un bassin de rétention naturel pour les eaux pluviales et un lieu de biodiversité. ■

Quelques chiffres sur l'importance d'investir en adaptation

- « Les intempéries et les catastrophes naturelles ont causé plus de 3 milliards de dollars de dommages assurés pour la deuxième année consécutive en 2023 au Canada. »
Le Devoir, 8 janvier 2024
- « Pour chaque dollar que nous investissons dans des mesures d'adaptation aujourd'hui, nous économisons jusqu'à 15 dollars dans l'ensemble de l'économie. »
Gouvernement du Canada, 2023

Des sources et des ressources pour aller plus loin

Données climatiques Canada [DCC]. (s. d.). Données climatiques Canada. <https://donneesclimatiques.ca/explorer/emplacement/>

GOVERNEMENT DU CANADA. (2023). Financement de l'adaptation aux changements climatiques. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2023/06/document-dinformation-financement-de-ladaptation-aux-changements-climatiques.html>

INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC [INSPQ]. (s. d.). Géoportail de santé publique du Québec. https://cartes.inspq.qc.ca/geoportail/?context=climatadaptationchangementsclimatiques&zoom=9¢er=-72.96085,46.11609&invisiblelayers=*&visiblelayers=ca28d22df8b6543e6a84a19a8a49faf3,carte_gouv_qc

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DE LA FAUNE ET DES PARCS. (2022). Balises pour la planification du verdissement à l'échelle du territoire et pour la réalisation d'analyses de risques liés à la chaleur et aux pluies abondantes. OASIS – Programme de prévention et de réduction des risques liés aux changements climatiques par le verdissement. Gouvernement du Québec. <https://www.environnement.gouv.qc.ca/programmes/oasis/balises-analyse-risques-chaleur-precipitations.pdf>

OURANOS. Élaborer un plan d'adaptation aux changements climatiques : guide destiné au milieu municipal québécois. 2010 https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/affaires-municipales/publications/amenagement_territoire/documentation/plan_adaptation_changement_climatique.pdf



Se voisiner,
c'est passer du
temps
ensemble.

Contribuer à la solidarité
dans mon voisinage,
ça commence par
des gestes simples.



LA TRANSITION PASSE PAR L'ÉNERGIE DES MUNICIPALITÉS.



Union des
municipalités
du Québec

umq.qc.ca

La du **Fête**
VOISINAGE

SAMEDI LE 1^{ER} JUIN 2024

une initiative

**ESPACE
MUNI**